

COMMUNE DE VAL TERBI



Localité de Corban

PLAN SPECIAL

« Morbez »

Prescriptions

AUTORITE COMMUNALE		
DEPOT PUBLIC	DU 8 AOUT 2019 AU 6 SEPTEMBRE 2019	
ADOpte PAR LE CONSEIL COMMUNAL LE	
AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL	LE MAIRE	LA SECRETAIRE

LA SECRETAIRE COMMUNALE SOUSIGNEE CERTIFIE L'EXACTITUDE DES INDICATIONS CI-DESSUS		
VAL TERBI, LE	
	SIGNATURE	TIMBRE

AUTORITE CANTONALE		
EXAMEN PREALABLE DU	17 AVRIL 2018	
APPROUVE PAR DECISION DU	
SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL SECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE LE CHEF DE SECTION	
	SIGNATURE	TIMBRE

Table des matières et index chronologiques

Table des matières

Page

CHAPITRE I : Dispositions générales	1
1. Champ d'application	1
2. Rapport avec la réglementation fondamentale	1
3. Contenu.....	1
CHAPITRE II : Affectations du sol.....	1
1. Types de zones.....	1
2. Secteur HAd.....	1
3. Zone ZVA.....	1
4. Zone ZA.....	1
5. Zones ZTA	1
6. Zones ZTB	1
CHAPITRE III : Règles de construction et prescriptions architecturales dans le secteur HAd	2
1. Généralités.....	2
2. Alignements	2
3. Structure du cadre bâti	2
4. Indice d'utilisation du sol	2
5. Mesures.....	2
6. Toiture	2
7. Couleurs et matériaux	2
8. Energie.....	2
9. Installations solaires.....	2
CHAPITRE IV : Aménagements extérieurs	2
1. Plan d'aménagement des abords.....	2
2. Modifications du terrain	3
3. Clôtures, haies et murs.....	3
CHAPITRE V : Equipements.....	3
1. Réalisation des équipements	3
2. Places de stationnement	3
3. Eaux usées domestiques	3
4. Eaux de surface	3
5. Protection contre les crues	4
6. Eclairage public.....	4
7. Remblayage	4
8. Protection des conduites	4
CHAPITRE VI : Dispositions particulières et finales	5
1. Archéologie et paléontologie.....	5
2. Entrée en vigueur	5

Index des textes de loi

OCAT	Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire du 3 juillet 1990 (RSJU 701.11).....	2
LiCC	Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978 (RSJU 211.1).....	3
LCAT	Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire du 25 juin 1987 (RSJU 701.1).....	3

Prescriptions

CHAPITRE I : Dispositions générales

- 1. Champ d'application** **Article premier** Le présent plan spécial concerne le secteur délimité par un pointillé noir sur le plan.
- 2. Rapport avec la réglementation fondamentale** **Art. 2** ¹Le règlement communal sur les constructions est applicable dans la mesure où les présentes prescriptions relatives au plan spécial n'en disposent autrement.
²Les prescriptions cantonales et fédérales en la matière demeurent réservées.
- 3. Contenu** **Art. 3** Le plan spécial règle :
- a) L'affectation du sol ;
 - b) Les règles de construction et les prescriptions architecturales ;
 - c) Les aménagements extérieurs ;
 - d) Les équipements ;
 - e) Les dispositions particulières et finales.

CHAPITRE II : Affectations du sol

- 1. Types de zones** **Art. 4** Le plan spécial comprend :
- a) une zone d'habitation A secteur d (secteur HAd) ;
 - b) une zone verte A (zone ZVA) ;
 - c) une zone agricole A (zone ZA) ;
 - d) une zone de transport A (zone ZTA) ;
 - e) une zone de transport B (zone ZTB).
- 2. Secteur HAd** **Art. 5** Le secteur HAd est destiné à l'habitat de faible densité. Il est régi par l'art. 3.1.3 du RCC.
- 3. Zone ZVA** **Art. 6** La zone ZVA accueille l'installation collective d'infiltration-rétention. Elle est régie par l'art. 3.3.1 du RCC.
- 4. Zone ZA** **Art. 7** La zone ZA accueille les aménagements liés à la protection contre les crues. Les labours et les cultures pouvant diminuer l'efficacité de l'arrière-digue sont interdits. Pour le reste, elle est régie par l'art. 3.2.1 du RCC.
- 5. Zones ZTA** **Art. 8** La zone ZTA recouvre tous les espaces de circulation d'équipement de base à l'intérieur de la zone à bâtir au sens de l'art. 85, al. 1 LCAT.
- 6. Zones ZTB** **Art. 9** La zone ZTB recouvre tous les espaces de circulation d'équipement de détail à l'intérieur de la zone à bâtir au sens de l'art. 85, al. 2 LCAT.

CHAPITRE III : Règles de construction et prescriptions architecturales dans le secteur HAd

- 1. Généralités** **Art. 10** L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception des façades et toitures des constructions fixes, doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site et le paysage.
- 2. Alignements** **Art. 11** ¹Les alignements prévus constituent la limite jusqu'à laquelle on peut construire ou reconstruire des bâtiments principaux et annexes.
²L'empiètement sur les alignements est régi par l'art. 60 al. 1 de l'Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire du 3 juillet 1990 (OCAT)¹.
- 3. Structure du cadre bâti** **Art. 12** La structure du cadre bâti est basée sur l'ordre non-contigu, au sens de l'art. 54 OCAT.
- 4. Indice d'utilisation du sol** **Art. 13** L'indice d'utilisation du sol est :
a) minimum : 0.25
b) maximum : 0.40
- 5. Mesures** **Art. 14** Les mesures applicables pour les bâtiments principaux sont les suivantes :
a) Hauteur totale (art. 65 OCAT) : 10.50 m
b) Hauteur (art. 66 OCAT) : 7.50 m
c) Grande distance 6.00 m
d) Petite distance 3.00 m
e) Longueur maximale 25.00 m
- 6. Toiture** **Art. 15** ¹Les toitures plates sont autorisées.
²La construction de tabatières, de lucarnes et l'incision d'ouvertures en toiture sont autorisées dans le respect du volume et de l'harmonie générale de la toiture.
- 7. Couleurs et matériaux** **Art. 16** Les couleurs et les matériaux des bâtiments et des installations doivent être choisis de manière à ne pas altérer le site et le paysage.
- 8. Energie** **Art. 17** Les bâtiments doivent être conçus de manière à limiter la consommation d'énergie et à favoriser l'utilisation de l'énergie solaire passive et active.
- 9. Installations solaires** **Art. 18** La pose de panneaux solaires est régie par le droit fédéral.

CHAPITRE IV : Aménagements extérieurs

- 1. Plan d'aménagement des abords** **Art. 19** Un plan d'aménagement des abords est joint à toute

¹ RSJU 701.11

demande de construction.

2. Modifications du terrain

Art. 20 ¹Les modifications apportées au terrain sont autorisées. Elles doivent être réalisées de manière à obtenir une bonne intégration dans le site et à s'adapter aux terrains voisins.

²Le niveau fini du terrain doit être, dans la mesure du possible, en continuité avec les parcelles voisines et les espaces publics.

³Le traitement des surfaces sera, dans la mesure du possible, perméable.

3. Clôtures, haies et murs

Art. 21 ¹La pose de clôtures, haies et murs est autorisée pour autant qu'elle ne déroge pas à l'art. 73 de la Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978 (LiCC)².

²On préférera des haies composées d'essences indigènes à tout autre mode de délimitation.

CHAPITRE V : Equipements

1. Réalisation des équipements

Art. 22 ¹Les équipements techniques de détail et les autres équipements sont à réaliser conformément au plan spécial.

²La construction, le financement et la répartition des frais seront réglés en application des art. 84ss de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire du 25 juin 1987 (LCAT).

³L'intégralité des frais des équipements de détail selon art. 91 al.1 let.a LCAT est à la charge des propriétaires fonciers.

⁴Les équipements techniques de détail et les autres équipements, reviennent, après réalisation, de plein droit propriété communale. Sauf convention contraire, la Commune en assure l'entretien et la gestion.

2. Places de stationnement

Art. 23 Le nombre de place de stationnement est calculé en application des art. 16ss OCAT.

3. Eaux usées domestiques

Art. 24 Les eaux usées domestiques sont collectées à chaque parcelle puis amenées au collecteur du SEDE longeant la Scheulte via une nouvelle conduite communale.

4. Eaux de surface a) Dessertes

Art. 25 Les eaux de la route d'accès seront collectées par un système de puisards raccordés à un collecteur d'eaux pluviales enterré.

b) Parcelles privées

Art. 26 ¹Les eaux pluviales issues du ruissellement sur les toitures ainsi que les eaux des places seront infiltrées superficiellement sur les parcelles privées, pour autant que les conditions locales le permettent. Un essai d'infiltration réalisé au moment du dépôt de la demande de permis de construire précisera la nature du terrain et le niveau de la nappe.

²Les eaux de drainages périphériques ne seront pas raccordées sur les collecteurs d'évacuation des eaux de toiture.

² RSJU 211.1

³Les installations d'infiltration privées pourront être équipées d'un trop plein raccordé au système communal d'évacuation des eaux claires, si les conditions locales ne permettent pas d'infiltrer la totalité des eaux pluviales.

c) Installation collective d'infiltration - rétention

Art. 27 ¹Les eaux claires provenant des parcelles privées et de la route d'accès seront acheminées dans une installation collective d'infiltration-rétention.

²La surface disponible pour l'installation d'infiltration rétention est de 104 m², le volume de rétention disponible, estimé avec un indice de vide d'environ 0.3, est de 30 m³. Compte tenu de la capacité d'infiltration du sol comprise entre 2 et 5 l/min, m² et du volume de rétention le débit infiltré est compris entre 10 et 15l/s.

³L'installation sera équipée d'un trop plein qui traversera la route cantonale. Le surplus s'écoulera superficiellement sur le tracé préférentiel emprunté par le collecteur d'eaux usées en direction de la Scheulte.

5. Protection contre les crues

Art. 28 ¹Afin que les flux débordés en rive droite de la Scheulte à l'amont du pont de Morbez n'atteignent les futures habitations, un modelé du terrain d'une hauteur maximale de 1.50m sera aménagé à l'amont du secteur.

²La pente de ce modelé n'excédera pas 10% afin de maintenir le site facilement exploitable sous l'angle agricole.

6. Eclairage public

Art. 29 L'éclairage du secteur planifié par des professionnels respectera les derniers standards appliqués ailleurs dans la commune : éclairage LED avec variateur permettant le cas échéant de moduler l'intensité lumineuse.

7. Remblayage

Art. 30 ¹A l'intérieur du secteur reporté sur le plan, la hauteur du remblayage n'excédera pas 1m.

²Le niveau après remblais constitue le niveau du terrain naturel pour les procédures ultérieures (permis de construire).

8. Protection des conduites

Art. 31 Aucune construction ne sera tolérée sur les conduites existantes et nouvelles. L'implantation longitudinale de mur, clôture ou haie sur les conduites de toute nature est interdite.

CHAPITRE VI : Dispositions particulières et finales

1. Archéologie et paléontologie

Art. 32 Le calendrier des travaux de viabilisation et de terrassement sera signalé à la Section d'archéologie et de paléontologie de l'Office de la culture au moins un mois avant leur commencement.

2. Entrée en vigueur

Art. 33 ¹Le plan spécial « Morbez » est opposable aux tiers dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du plan spécial par la Section de l'aménagement du territoire du Service du développement territorial.

²Celle-ci entre en vigueur 30 jours après sa notification ou après qu'un éventuel recours a été jugé.